

## Dossier Documentaire 5-2

### Comment le budget de l'état peut-il agir ?

DOC1 :

#### Doc. 1 L'élaboration du budget : un processus politique et économique

##### A Comment s'élabore le budget ?

« Le budget de l'État [...] constitue le cœur du projet de loi de finances de l'année. Le processus qui conduit à son adoption implique le gouvernement, qui propose le budget et, une fois celui-ci voté, l'exécute, et le Parlement, qui vote le budget après l'avoir, le cas échéant, modifié, et qui contrôle ensuite son exécution. Ce processus, qui s'étend sur l'ensemble de l'année précédant la mise en œuvre du budget, représente un travail considérable de prévision, de négociation et d'information, réalisé selon un calendrier précis et contraignant. Il traduit la prise en compte par le gouvernement, dont le budget "donne corps" au programme politique, des contraintes économiques et de celles liées aux engagements européens de la France, d'une part, et des contraintes liées à l'équilibre des pouvoirs et aux rapports de force politiques, d'autre part. »

▲ **Stanislas Godefroy**, « L'élaboration et l'adoption de la loi de finances », *Finances publiques*, Notices de la Documentation française, 2006.

##### B Les débats vont bon train sur la réforme de la fiscalité

« Jean Arthuis, le président (Union centriste) de la commission des finances du Sénat, considère que la majorité ne peut pas se contenter de "corriger" l'impôt sur la fortune (ISF) à l'occasion de la réforme de la fiscalité du patrimoine. [...] Le sénateur persiste à dire que la suppression de l'ISF ne peut que s'accompagner de "la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu, à 45 %, pour les très hauts revenus, au moins temporairement". [...] "Cette piste sera débattue. Je ne peux pas dire si elle sera retenue", a indiqué M. Baroin, (le ministre du Budget) soulignant que "la question est de savoir à partir de quel niveau on ne taxe plus seulement du salaire, mais de la constitution de patrimoine. C'est 250 000 euros en Allemagne. Est-ce un critère de convergence pertinent ?". »

▲ **Philippe Le Cœur**, « L'ISF n'est pas aménageable », blog *Conte public*, lemonde.fr, 27 janvier 2011.

1. À l'aide du doc. 1A, présentez sous la forme d'un schéma les différentes étapes d'élaboration du budget.
2. Le doc. 1B porte-t-il sur les recettes ou sur les dépenses prévues pour le budget 2012 ? Justifiez votre réponse.
3. Comment le doc. 1B illustre-t-il le fait que le budget « donne corps » à un programme politique ?

#### NE PAS CONFONDRE

Le **budget de l'État** et les **recettes et dépenses des administrations publiques**. Le budget de l'État concerne seulement les dépenses et recettes de l'État central. Les dépenses et recettes publiques sont celles de toutes les administrations publiques, y compris la sécurité sociale et les collectivités locales.

DOC 2 :

## Doc. 2 Les recettes prévues pour l'année 2011

Projet de loi de finances 2011	En milliards d'euros
Impôt sur le revenu	59,5
Impôt sur les sociétés	56,6
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP)	14,1
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	175,1
Autres	31,2
<b>Total des ressources fiscales</b>	<b>336,5</b>
À déduire : remboursements et dégrèvements <sup>1</sup>	- 82,2
<b>Recettes non fiscales<sup>2</sup></b>	<b>16,9</b>
Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales, des communautés européennes...	- 73,4
<b>Recettes de l'État central (nettes de prélèvements)</b>	<b>197,8</b>

▲ Source : ministère des Finances.

1. Les remboursements et dégrèvements sont liés à la modification de la fiscalité pour 2011.
2. Elles comprennent les dividendes sur des participations de l'État, le produit de la vente de biens et services comme les jeux de hasard par la Française des jeux, les amendes pour les infractions à la circulation ou aux règles de la concurrence.

1. Réalisez des calculs permettant de connaître la structure des ressources fiscales prévues pour 2011 (présentez vos résultats dans un tableau).
2. Qu'en déduisez-vous sur le poids des différents impôts ?
3. Expliquez le lien entre le chiffre entouré et la décentralisation.

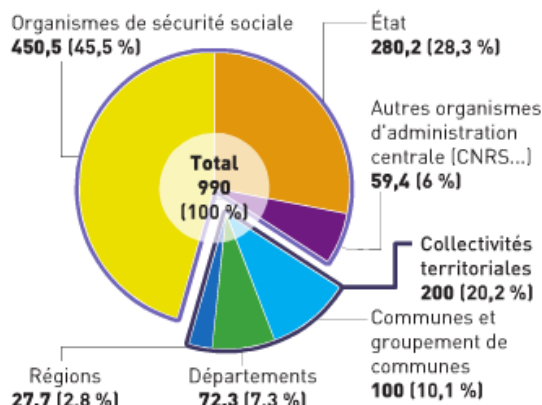
### Le saviez-vous ?

Vous pouvez actualiser **vos données sur le budget** sur le site du ministère du Budget : [www.budget.gouv.fr](http://www.budget.gouv.fr) (mots-clés : « budget » ou « projet de loi de finances », selon la période à laquelle vous cherchez ces informations).

## DOC 3 :

### Doc. 1 Dépenses des administrations publiques

#### A Dépenses estimées pour 2010 (en milliards d'euros et en %)



Sources : Rapport sur la dépense publique et son évolution annexée au PLF 2010, [viepublique.fr](http://viepublique.fr).

▲ Alternatives économiques, hors-série n° 86, oct. 2010.

#### B Évolution des dépenses publiques (en milliards d'euros)

	2004	2008
État	376,6	387,2
Organismes divers d'administration centrale	56,1	68,3
Collectivités territoriales	178,4	202,8
Organismes de sécurité sociale	404,1	472,2
<b>Ensemble</b>	<b>883,1</b>	<b>1 027,0</b>

▲ Source : INSEE, Comptes nationaux.

1. Que représente le chiffre 990 au centre du graphique ? (doc. 1A)
2. Le budget de l'État est-il le plus gros budget public ?
3. Mesurez l'évolution des dépenses de chaque type d'administration publique entre 2004 et 2008 (doc. 1B). Que constatez-vous ?

## DOC 4 :

**Doc. 4 Le déficit français critiqué par l'Union européenne**

« La France compte parmi les États européens qui doivent faire davantage d'efforts en matière budgétaire. C'est l'analyse de la Commission européenne dans une recommandation présentée, mardi 15 juin, à Bruxelles. [...] Olli Rehn, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, considère que la politique budgétaire française "n'atteint pas" à ce jour l'effort fixé après concertation avec Paris par les ministres des Finances de l'Union européenne: une réduction "au-dessus d'un point de PIB" par an du déficit structurel, dans le but de le ramener en deçà de 3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2013. La Commission s'inquiète particulièrement pour l'après 2010. [...] La France table sur une croissance de 2,5 % en 2011. La Commission n'attend pas plus de 1,5 %. [...] "L'évolution du ratio d'endettement sera probablement moins favorable que prévu", indique Bruxelles, où l'on consi-

dère que le taux d'endettement<sup>1</sup> de la France devrait atteindre 88,6 % du PIB en 2011. La Commission ne préconise pas à ce stade d'avancer vers les sanctions dans le cadre de la procédure de déficit excessif enclenchée contre la France en février 2009. D'après elle, le gouvernement français a "pris des mesures représentant des progrès adéquats" vers la correction du déficit excessif, en particulier en 2010. »

▲ **Philippe Ricard** (avec **Philippe Le Coeur**).  
*Le Monde*, 16 juin 2010.

1. Le taux d'endettement compare la dette et le PIB du pays à une date donnée.

**Le saviez-vous ?**

La **politique budgétaire** reste une compétence des États. Pour assurer la stabilité de l'euro, les États de l'Union économique et monétaire ont élaboré, depuis 1997, un dispositif pour dissuader certains d'entre eux d'avoir des déficits budgétaires excessifs. Ce dispositif se nomme « le Pacte de stabilité et de croissance ». Le Conseil ECOFIN, qui réunit les ministres de l'Économie et des Finances de l'Union peut adresser des recommandations à un État si celui-ci prévoit durablement de dépenser plus qu'il n'a de recettes.

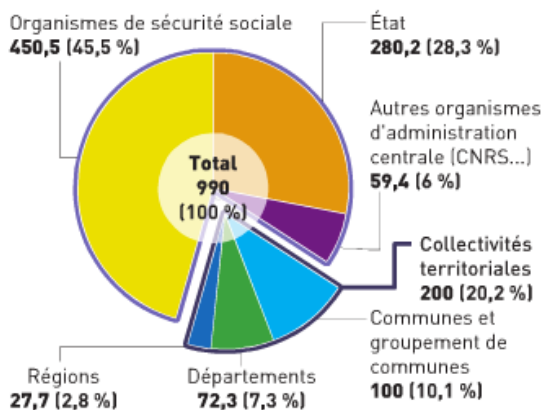
1. La France établit-elle librement les grandes lignes de son budget ? (doc. 1 et encadré)
2. Pourquoi la Commission européenne s'inquiète-t-elle de l'hypothèse de croissance économique retenue par la France pour élaborer son budget ?

**B° Une diversité des budgets publics ?**

DOC 5 :

**Doc. 1 Dépenses des administrations publiques**

**A** Dépenses estimées pour 2010 (en milliards d'euros et en %)



Sources : Rapport sur la dépense publique et son évolution annexé au PLF 2010, vjepublique.fr.

▲ *Alternatives économiques*, hors-série n° 86, oct. 2010.

**B** Évolution des dépenses publiques (en milliards d'euros)

	2004	2008
État	376,6	387,2
Organismes divers d'administration centrale	56,1	68,3
Collectivités territoriales	178,4	202,8
Organismes de sécurité sociale	404,1	472,2
<b>Ensemble</b>	<b>883,1</b>	<b>1 027,0</b>

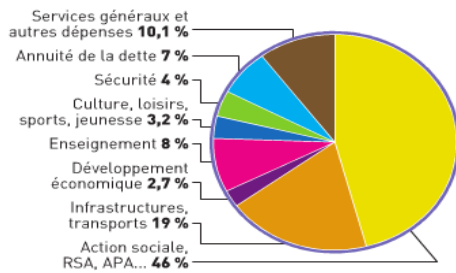
▲ Source : INSEE, Comptes nationaux.

1. Que représente le chiffre 990 au centre du graphique ? (doc. 1A)
2. Le budget de l'État est-il le plus gros budget public ?
3. Mesurez l'évolution des dépenses de chaque type d'administration publique entre 2004 et 2008 (doc. 1B). Que constatez-vous ?

## DOC 6

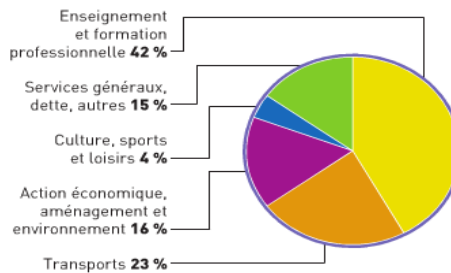
### Doc. 2 Les dépenses des collectivités locales en 2010 (en %)

#### A Que financent les départements ?



▲ DGCL in *Alternatives économiques*, hors-série n° 86, oct. 2010.

#### B Que financent les régions ?



▲ DGCL in *Alternatives économiques*, hors-série n° 86, oct. 2010.

1. Quelles spécialisations des départements et des régions les graphiques des docs. 2A et 2B révèlent-ils ?
2. Montrez, à travers ces documents et en utilisant vos connaissances, comment ces collectivités locales participent à la dépense pour l'éducation.

## DOC 7 :

### Doc. 3 La sécurité sociale confrontée aux déficits et à la dette

Recettes et dépenses prévues pour 2011 pour les régimes obligatoires de base de la sécurité sociale (en milliards d'euros)

	Prévisions de recettes	Objectifs de dépenses	Solde
Maladie	172,2	183,5	-11,3
Vieillesse	193,7	202,3	-8,5
Famille	53,1	55,8	-2,7
Accidents du travail et maladies professionnelles	13,1	13,0	0,1
Toutes branches (hors transferts entre branches)	426,7	449,0	-22,4

▲ Source : loi de financement de la sécurité sociale pour 2011, [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr), 20 déc. 2010.

1. Réalisez des calculs permettant de connaître la structure des dépenses prévues pour 2011. Que constatez-vous ?
2. Comment expliquer cette situation ?
3. Que signifient les chiffres prévus pour la branche maladie en 2011 ?
4. Quelle conséquence cette situation va-t-elle avoir sur la dette des organismes de sécurité sociale ? Justifiez.

## Doc. 1 Quelques exemples de prélèvements obligatoires

	Produit (2008)		Sur quoi porte le prélèvement obligatoire ?	Qui paye ?	Qui prélève ?	Nature du prélèvement	À qui va la somme prélevée ?
	En milliards d'euros	En % des PO					
TVA	130	15,6	Toutes dépenses de consommation	Ménages	Les entreprises	Proportionnel à la dépense	État
Tipp, tabac, alcool, loto, PMU, assurances...	51	6,1	Produits pétroliers, consommations spécifiques	Ménages et entreprises	Les entreprises	Proportionnel à la dépense	État, départements, régions et organismes de sécurité sociale
Impôt sur le revenu	50,7	6,1	Revenus du travail, retraites, loyers, revenus du capital assujettis à l'impôt	Ménages	Paiement direct au fisc	Progressif	État
CSG et CRDS	90,8	10,9	Revenus du travail, retraites, loyers, revenus du capital, plus-values	Ménages	Prélèvement à la source	Proportionnel	Assurance maladie, politique familiale et minimum vieillesse
Impôt de solidarité sur la fortune	4,2	0,5	Patrimoine à l'exclusion de l'outil de travail et des œuvres d'art	Ménages	Paiement direct au fisc	Progressif	État
Cotisations sociales	311,6	37,4	Salaires et revenus d'activité des indépendants	Ménages et entreprises	Payées via les entreprises	Proportionnel	Caisse de retraite, assurance chômage, assurance maladie...

▲ D'après *Alternatives économiques*, hors-série n° 86, oct. 2010.

**Lexique :** PO: prélèvement obligatoire; TVA: taxe sur la valeur ajoutée; Tipp: taxe intérieure sur les produits pétroliers; CSG: contribution sociale généralisée; CRDS: contribution de remboursement de la dette sociale.

## DOC 9 :

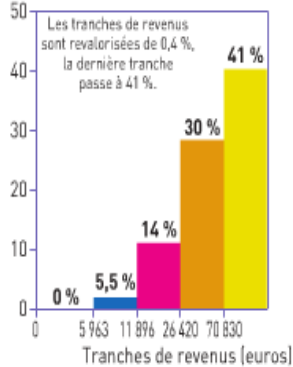
### Doc. 2 L'impôt sur le revenu : un impôt progressif ?

#### A Les nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu

Barème d'imposition sur les revenus 2010  
(projet de loi de finances 2011)

##### Barème des impôts 2011

Taux d'imposition (%)



Comment calculer l'impôt sur le revenu d'une personne gagnant 11 900 euros annuels ?

Tranche 1	Les 5 963 premiers euros de son revenu ne sont pas imposés
Tranche 2	Les 5 933 euros suivants sont imposés à 5,5 %
Tranche 3	Les 4 euros entrant dans la tranche 3 sont taxés à 14 %

Cela revient donc à réaliser le calcul suivant :

$$(5\,963 \times 0) + (5\,933 \times 0,055) + (4 \times 0,14) = 327 \text{ euros (arrondi à l'unité).}$$

Le taux marginal d'imposition de ce contribuable est de 14 %, son taux moyen est de  $327/11\,900$  soit 2,75 %.

▲ Source : [impots.dispofi.fr](http://impots.dispofi.fr)

1. De quel montant d'impôt devra s'acquitter un individu ayant touché 4 500 euros par an en 2010 ? Même question pour un montant de 25 000 euros par an. (doc. 2A)
2. Les plus riches sont-ils imposés à 41 % de leurs revenus ? Un contribuable peut-il perdre de l'argent en passant dans la tranche supérieure ? (doc. 2A)
3. Expliquez pourquoi on parle d'impôt « progressif ».
4. Qu'est-ce qui atténue la progressivité de l'impôt sur le revenu ? (doc. 3B)

#### B L'INSEE étudie

##### L'effet « niches fiscales »

« L'INSEE n'a pas attendu l'affaire Bettencourt pour s'intéresser aux riches. L'institut statistique a publié, au printemps dernier, une étude sur le 1 % de "très hauts revenus", dans laquelle il ressort que les taux d'imposition des revenus déclarés en 2007 de cette catégorie de ménages sont plus bas que les taux théoriques. "La moyenne, sur les personnes à très hauts revenus, du taux d'imposition des revenus déclarés est de 20 %", estime l'INSEE. [...] Ce sont les réductions d'impôts et les déductions fiscales (les fameuses "niches") qui contribuent à diminuer le taux moyen. [...] Pour entrer dans la catégorie des "très hauts revenus", il fallait déclarer au moins 84 500 euros annuels par unité de consommation en 2007, c'est-à-dire en tenant compte de la composition des ménages. [...] Soit, par exemple, un couple de cadres gagnant chacun 5 300 euros nets par mois. »

▲ Frédéric Schaeffer, « Taux moyen d'imposition en France : l'INSEE souligne l'effet "niches fiscales" », [lesechos.fr](http://lesechos.fr), 23 juillet 2010.